

Le manque croissant de main-d'oeuvre qualifiée : Les régions rurales doivent allier la formation de la main-d'oeuvre et les efforts de développement économique

Les régions rurales du Canada doivent trouver des stratégies pour améliorer la formation de leur main-d'oeuvre afin d'être plus concurrentielles dans la création d'emplois et la croissance économique. Un rapport récent de Statistique Canada (Occupational Patterns within Industry Groups: A Rural-Urban Comparison, Rural and Small Town Canada Analysis Bulletin, Vol 5, No 6) révèle un modèle alarmant au cours de la période 1991-2001.

Les régions rurales ont une concentration plus élevée de métiers non spécialisés (dans la plupart des industries) en comparaison aux zones urbaines. Et, pendant les années 90, les régions rurales ont intensifié l'utilisation de travailleurs non spécialisés dans la plupart des secteurs. De nouvelles stratégies doivent être développées pour adresser ce problème.

Pourquoi cette situation s'est-elle produite? Un certain nombre de facteurs ont convergé pour créer cette tendance. Il y a eu des coupures budgétaires et des fermetures de bureaux gouvernementaux dans les régions rurales du pays, réduisant le nombre d'employés jouissant d'une formation professionnelle et de qualifications spécialisées. De même, il y a eu bon nombre de restructurations avec

licenciement dans les industries liées au transport, à l'expédition, aux télécommunications, et au commerce au détail, secteurs qui utilisent des employés spécialisés. En outre, un plus grand nombre de compagnies dans les régions rurales qui sont liées aux ressources naturelles tendent à être plus traditionnelles par nature (telles que les usines de transformation du poisson, de pâte et papier, de plastiques, et de textiles) et ont besoin de peu de professionnels. La plus grande automatisation de



beaucoup d'activités de fabrication, a aussi amené un déclin dans le nombre d'emplois techniques dans ce secteur. Quand ces facteurs sont combinés avec une tendance générale d'exode des jeunes et des jeunes adultes, et le mouvement des gens qui ont perdu leur emploi, la main-d'oeuvre qualifiée de chaque collectivité devient beaucoup plus limitée.

Pourquoi devrions-nous nous inquiéter de cette situation? Avec le mouvement actuel vers

une économie du savoir, de plus en plus de métiers, exigent des niveaux de compétences et de connaissances plus élevés. S'il y a très peu de gens possédant ces qualifications dans des secteurs ruraux, les employeurs existants intéressés à intensifier leur participation à cette économie du savoir devront peut-être arrêter leurs opérations et les déplacer vers des centres plus urbains où il y a plus de travailleurs possédant les qualifications requises. De plus, les entrepreneurs dans

les communautés rurales intéressées à démarrer une entreprise peuvent se retrouver devant un manque de main-d'oeuvre locale suffisamment spécialisée. La disparité de compétitivité dans les communautés rurales liées à la main-d'oeuvre qualifiée disponible menace la qualité de vie globale qu'elles peuvent offrir à leurs citoyens et aux employeurs potentiels.

Que peuvent faire les régions rurales afin de combler ce manque? La première réponse devrait être : Ne paniquez pas ! Les statistiques utilisées dans l'étude couvrent la période de 1991 à 2001. Les municipalités rurales, les agences de développement économique et les sociétés régionales de développement communautaire qui les desservent devraient faire une évaluation locale rapide pour voir si la situation a changé

Suite au verso...

ou si la tendance a continué depuis 2001. Par exemple, les six autorités régionales de développement économique du nord de la Nouvelle-Écosse déterminent annuellement les qualifications de la main-d'oeuvre par le biais d'une enquête appelée " le bilan de compétences du nord de la Nouvelle-Écosse ". Le but est d'identifier les genres d'expérience professionnelle et de qualifications qui sont d'intérêt aux employeurs potentiels, et de les aider à développer une meilleure compréhension des qualifications disponibles dans la main-d'oeuvre locale.

La seconde réponse, indépendamment des résultats de la première, est de mettre sur pied une stratégie de développement de la main-d'oeuvre conçue pour augmenter les qualifications de la main-d'oeuvre locale et régionale dans les secteurs prioritaires de la région. Au Nouveau Brunswick, par exemple, chacune des 15 agences régionales d'entreprises est maintenant responsable d'élaborer une stratégie de développement de la main-d'oeuvre qui est intégrée à son plan stratégique de développement économique.

La troisième réponse devrait être le développement d'un plan de conservation et d'expansion des entreprises locales. Ceci implique d'interviewer les propriétaires et les directeurs de toutes les entreprises dans la communauté afin de déterminer tous les problèmes qu'ils peuvent avoir et qui pourraient les empêcher de rester dans la communauté ou d'augmenter l'envergure de leurs opérations. Cet exercice devrait identifier tous les problèmes liés au manque de



main-d'oeuvre qualifiée, et mener à un plan visant à les surmonter. Plusieurs communautés et petites villes rurales, comme Dalhousie au Nouveau Brunswick, ont employé cette stratégie.

La quatrième réponse devrait prendre la forme du développement d'une stratégie visant à travailler en

coopération avec les écoles secondaires et les universités de la communauté pour adapter leurs programmes de telle manière que des jeunes soient mis au courant des emplois spécialisés disponibles dans leur région, et qu'ils puissent recevoir une formation dans les secteurs appropriés. Par exemple, la municipalité de Seguin en Ontario, a développé une association avec un collège visant à redéfinir ses programmes de formation pour satisfaire les besoins d'un nouvel employeur local dans le secteur de la fabrication de moteurs d'avions.

Bien que le manque à gagner dans le domaine des champs de spécialisation puisse apparaître problématique, il y a beaucoup de choses que peuvent faire les communautés rurales et leurs agences de développement. Il est maintenant temps d'agir pour remédier à l'insuffisance de travailleurs spécialisés et pour développer des solutions locales, régionales et provinciales aux défis que présente cette situation.

David Bruce
Directeur, Rural and Small
Town Programme
Université Mount Allison



La Nouvelle économie rurale, phase 2
Téléphone : (514) 848-2424 poste 2323
Télécopieur : (514) 848-2322
Courriel : nre@vax2.concordia.ca
Site Internet : nre.concordia.ca

